L'aventure olympique. Les architectures des Jeux d'hiver d'Albertville 1992 : des projets inaboutis ?

*The Olympic adventure. The architectures of the 1992 Albertville Winter Games :
unachieved projects ?*

Marie Beauvalet-Boutouyrie

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/craup/8544>

DOI : 10.4000/craup.8544

ISSN : 2606-7498

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Marie Beauvalet-Boutouyrie, « L'aventure olympique. Les architectures des Jeux d'hiver d'Albertville 1992 : des projets inaboutis ? », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère* [En ligne], 12 | 2021, mis en ligne le 13 octobre 2021, consulté le 12 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/craup/8544> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/craup.8544>

Ce document a été généré automatiquement le 12 novembre 2021.

Les Cahiers de la recherche architecturale, urbaine et paysagère sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

L'aventure olympique. Les architectures des Jeux d'hiver d'Albertville 1992 : des projets inaboutis ?

The Olympic adventure. The architectures of the 1992 Albertville Winter Games : unachieved projects ?

Marie Beauvalet-Boutouyrie

Introduction

- 1 Après avoir déjà accueilli les Jeux olympiques à Chamonix en 1924, puis à Grenoble en 1968, la France est à nouveau chargée en 1992 d'organiser les Jeux olympiques d'hiver, XVI^e olympiade d'Albertville et de la Savoie¹. La vallée de la Tarentaise est la scène, pour une quinzaine de jours, des prouesses sportives retransmises dans le monde entier. Dès 1984, année où est déposée la candidature soutenue par Michel Barnier, président du conseil général de Savoie depuis 1982, et Jean-Claude Killy, triple champion olympique de ski alpin à Grenoble en 1968, on se préoccupe de rendre cet événement sportif possible. On ne pense pas seulement aux équipements, mais aussi aux infrastructures routières, aux voies ferrées, aux capacités d'accueil des sites et aux centres de diffusion de l'événement. Il semble bien que l'organisation des Jeux olympiques par la municipalité d'Albertville, le département de la Savoie et, par extension, la France, relève dès le départ davantage d'un enjeu plus territorial qu'architectural. Le legs architectural et urbain de cette olympiade est aujourd'hui largement oublié, voire, dans une certaine mesure, négligé. Si les Jeux se sont déroulés comme ils le devaient, ils n'ont pas ou peu donné lieu à l'édification de réalisations architecturales remarquables, et la mémoire olympique ne fait pas véritablement l'objet d'une mise en valeur patrimoniale. Construire pour un événement olympique est toujours une expérience complexe, mais à Albertville, le contexte est particulièrement

difficile. La quasi-totalité des équipements olympiques doit être construite *ex nihilo*, tout en s'assurant que ces édifices puissent être utilisés par les communes après les Jeux sans devenir des fardeaux, comme c'est le cas par exemple des « éléphants blancs » de Grenoble 1968².

- 2 À Albertville, plusieurs objectifs se heurtent : assurer la pérennité d'équipements parfois surdimensionnés pour des raisons démographiques et pratiques – Albertville ne compte que 18 000 habitants, et le bobsleigh, le saut à ski et le patinage de vitesse sont des disciplines sportives comptant relativement peu d'adeptes –, concilier des usages différents en fonction de la temporalité envisagée, édifier des « objets » architecturaux exprimant une identité conceptuelle en lien avec la Savoie, l'architecture française, le sport et l'olympisme³. Dès l'origine, une contradiction naît *de facto* de la combinaison de ces ambitions. Elle repose aussi bien sur la symbolique architecturale que sur la forme, sur la fonction olympique des bâtiments que sur leur devenir après les Jeux, et enfin sur la perception de l'architecture proposée au moment t et celle que l'on en a vingt-cinq ans après. Pourtant, l'opportunité que constituent les Jeux olympiques suscite tout de suite l'intérêt de la scène architecturale : les candidatures affluent pour chaque équipement, dont certaines émanant de grandes agences. En fin de compte, ce ne sont pas les projets les mieux considérés dans les rapports des commissions techniques du Comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO) qui sont sélectionnés, et ceux qui aboutissent sont presque systématiquement démantelés. Peut-on parler d'un échec ? Il est possible d'entendre ce terme différemment selon les points de vue et les temporalités envisagés, qu'ils proviennent des concepteurs, des maîtres d'ouvrage, des spectateurs, des habitants des communes, des vacanciers, ou encore des observateurs s'intéressant à l'événement trois décennies plus tard. En effet, si l'on peut considérer qu'il y a eu échec, celui-ci est relatif. Les sources montrent que la plupart des architectes ont eu l'impression d'être « manipulés », ou ont eu le sentiment que le respect de leurs projets n'était pas une priorité⁴, et pourtant, le musée des Jeux olympiques à Albertville s'enorgueillit des diverses réalisations.
- 3 Il était difficile d'organiser l'événement à l'échelle du territoire. Si Albertville est choisie pour organiser les Jeux, ces derniers doivent en réalité se tenir sur treize sites différents répartis dans la vallée de la Tarentaise, multipliant ainsi les acteurs et les enjeux. Albertville, ville de moins de 18 000 habitants, n'a pas la capacité d'assumer à elle seule l'organisation d'un tel *mega-event*⁵, avec ses contraintes de calendrier, son organisation financière et matérielle. Si la diversité des sites et leur éloignement géographique ne sont pas un fait exceptionnel pour ce type d'événement, il n'en reste pas moins que cela n'a pas constitué les conditions les plus favorables pour que les architectes puissent s'exprimer et façonner une image olympique mémorable et cohérente. Surtout, il manque un discours d'ensemble accompagnant la conception du projet architectural et d'aménagement des Jeux olympiques, mis à part l'embryon que constitue la brochure du groupe Olympe, comme nous le verrons⁶. D'autres facteurs se greffent sur ce substrat et contribuent à expliquer le démantèlement progressif des projets et de l'image olympique architecturale d'Albertville 1992.
- 4 Le morcellement des sites et leur répartition en communes de plaine ou de moyenne montagne, comme Albertville, Brides-les-Bains, La Léchère et Moûtiers, et en stations d'altitude, avec notamment Courchevel, Méribel, Les Ménuires, La Plagne, Les Arcs, Les Saisies, Tignes et Val d'Isère, multiplient les contraintes. Au lieu de se regrouper autour de la ville organisatrice, les épreuves se tiennent dans diverses stations, pour la

plupart ayant chacune plus de notoriété qu'Albertville, à l'image des stations de Courchevel, Val d'Isère ou La Plagne. Certaines épreuves, en particulier celles de ski alpin, se situent à plus de 80 kilomètres de l'« épiscetre » des Jeux. Cet éclatement apparaît comme un élément déterminant dans l'appréhension des enjeux de la construction architecturale. Pour les stations à l'image établie, l'opportunité de construire un équipement olympique représente une augmentation de leur « capital attractivité » : pour Albertville par exemple, il s'agit de créer une image mémorable de la ville à travers l'événement⁷. Parmi l'ensemble des sites, on compte dix sites sportifs, dont cinq devant faire l'objet de réalisations architecturales, et trois sites utilitaires : le village olympique, le centre principal de presse (CPP) situé à La Léchère, et le Centre international de radio-télévision (CIRTV) installé à Moûtiers (fig. 1). Le village olympique principal se trouve à Brides-les-Bains, mais il y a également des annexes du fait de l'éclatement des sites, notamment à La Tania, aux Saisies mais aussi dans les stations elles-mêmes. On construit une piste de bobsleigh à La Plagne, des tremplins de saut à ski à Courchevel, une patinoire de hockey à Méribel et une patinoire de curling à Pralognan-la-Vanoise. Là où on ne bâtit pas, on installe des équipements temporaires, comme c'est le cas à Val d'Isère, Tignes, Les Arcs, les Saisies et Les Ménuires. Albertville, en tant que ville hôte, doit bénéficier de plus nombreuses réalisations sur le site du Sauvay : la patinoire principale, appelée Halle de Glace, l'anneau de patinage de vitesse et le théâtre des cérémonies, en vue du déroulement de l'ouverture et de la fermeture des Jeux. Ce dernier équipement est semi permanent, et ne subsiste aujourd'hui que le « mât » des cérémonies utilisé pour la chorégraphie de Philippe Decouflé.

Figure 1. Carte des sites olympiques

ORTO 92 Guide du radio diffuseur, 1992, p. 2, Archives nationales (AN) 19950153/6

- 5 Malgré des concours architecturaux prometteurs et la présence d'équipes renommées, beaucoup de projets retenus ont donné lieu à des « déréalizations », autrement dit ont

été progressivement vidés de leur substance, voire mutilés. Ce démantèlement ne s'opère pas que sur les projets architecturaux en eux-mêmes, c'est tout le processus qui est attaqué, de la programmation aux concours, sans oublier, naturellement, la construction proprement dite. Ce qui devait constituer le morceau de bravoure de l'olympiade, la Halle de Glace d'Albertville, a été qualifié peu élégamment de « grosse araignée blanc et bleu, et surtout rabougrie⁸ », et l'emblématique mât des cérémonies d'« improbable pic à fondue surdimensionné⁹ ». Quelle séquence d'événements, de choix et de décisions a fait qu'au lieu de parvenir à saisir l'opportunité que constituent les Jeux olympiques pour proposer un ensemble cohérent, cet événement se soit transformé pour plusieurs sites en une expérience douloureuse ?

- 6 Nous verrons successivement que dès la phase de candidature, la priorité est donnée aux infrastructures aux dépens d'une programmation architecturale clairement définie, puis nous étudierons les conflits d'intérêts qui aboutissent à des projets manquant de définition et irréalisables, et enfin, nous présenterons, à partir de l'exemple du site du Sauvay, les mécanismes de la déréalisation effective du projet phare : la Halle de Glace.

Architecture *versus* infrastructure : l'échec d'une programmation architecturale clairement définie

- 7 Les difficultés à définir une programmation architecturale adaptée aux enjeux matériels et symboliques des Jeux s'expriment dès la période de candidature. En 1983, alors que la décision d'une candidature française pour des Jeux olympiques d'été ou d'hiver n'est pas encore définitivement arrêtée, un groupe de travail intitulé « Jeux olympiques » propose différentes solutions en vue de l'organisation de cet événement sportif en France pour l'année 1992. Ses membres missionnés par l'État mettent l'accent dans leur rapport sur les innovations technologiques, que ce soit dans le domaine des matériaux et de la construction, des infrastructures, des équipements ou encore de l'industrialisation. L'architecture n'est pas absente du rapport, mais elle est considérée comme un instrument susceptible de contribuer au développement global de l'industrie française. Pour les constructions, les auteurs font référence à l'utilisation de « composants de "catalogue" ». En effet, le calendrier pour les équipements olympiques est plus que serré et le CIO n'annonçant le choix de la ville hôte qu'à la fin de l'année 1986, on ne dispose que de cinq années complètes pour préparer les programmes, organiser les consultations, finaliser les détails et, finalement, construire les bâtiments. Qui plus est, la plupart des équipements doivent être achevés bien avant l'événement, programmé en février 1992, afin de pouvoir s'assurer de leur bon fonctionnement. Aucun retard ne pouvant être, en théorie du moins, accepté¹⁰, le temps réel imparti pour la conception et la réalisation des projets architecturaux des Jeux est plus proche de trois que de cinq ans. Une telle pression de calendrier explique sans doute la volonté initiale de recourir le plus largement possible à des composants préfabriqués sur catalogue. On peut noter que ce type de pratique est loin d'être une garantie d'efficacité, comme en témoignent certains échecs retentissants, à l'image de l'hôtel Contemporary à Walt Disney World (arch. Welton Becket & Associates, 1971)¹¹. En se prononçant en faveur des procédés industriels, le groupe de travail « Jeux olympiques » s'inscrit dans la perspective d'une politique plus globale de promotion de l'industrie¹². Pour le groupe de recherche, l'usage de ces composants préfabriqués sur

catalogue doit aussi permettre « une grande qualité architecturale¹³ ». Cet argument semble ainsi quelque peu dérisoire face aux enjeux pour l'État et l'industrie, d'autant plus que les rédacteurs du rapport apparaissent plus intéressés par les possibilités de développement dans divers secteurs, notamment le « gazon synthétique » et les « balais de bassin en piscine » que par une architecture remarquable¹⁴.

- 8 La complexité de la programmation, tant du point de vue de la conception des installations que de l'organisation, ainsi que les impératifs financiers l'emportent dès le départ sur un présupposé « idéal olympique ». On ne retrouve aucune mention des idéaux prônés par le Comité international olympique (CIO) dans le rapport du groupe du travail, qui s'attache surtout à mettre en avant « l'image de marque » de la France sur la scène internationale : les Jeux seraient l'occasion de promouvoir un savoir-faire français en matière d'ingénierie. Une forte pression est placée sur les acteurs organisateurs des Jeux, comme le COJO, ainsi que sur l'État et les collectivités territoriales impliquées dans les projets et leurs financements¹⁵. En effet, bien que le CIO ne retienne qu'une seule ville pour les Jeux olympiques, l'État est partie prenante pour qu'ils soient un succès, ce que rappelle le slogan « L'État, premier partenaire des Jeux¹⁶ ». La portée internationale de l'événement rend l'implication de l'État indispensable et lui donne en plus une occasion de montrer la puissance du pays hôte, en dépit des intentions originelles de Pierre de Coubertin¹⁷.
- 9 Les Jeux olympiques apparaissant donc avant tout comme une occasion de stimuler le développement économique et touristique, on peut s'interroger sur la place qu'occupe l'architecture dans un tel contexte. La planification des équipements olympiques sur une dizaine de sites radicalement différents met en jeu de nombreux acteurs et implique de concilier des ambitions divergentes, ce qui explique la difficulté d'établir une ligne décisionnelle et esthétique homogène. Cette difficulté perdure tout au long de la phase de candidature et se poursuit même au-delà. Afin de sélectionner les projets, le COJO et les communes ont recours au concours d'architecture, une opération rendue délicate par le nombre de variables mises en jeu. Les concours révèlent des tensions et engendrent des rapports conflictuels, rendant toute coopération difficile entre les maîtres d'ouvrage et les différents concurrents, si bien que les dissensions se font jour avant même que n'émergent les projets architecturaux. Qui plus est, les projets olympiques constituant des opportunités inédites dans la carrière des architectes, un certain flottement apparaît entre l'ambition des concepteurs de faire une œuvre et celle des maîtres d'ouvrage de créer des équipements à leur convenance.
- 10 Lors de la candidature et des premières phases de l'organisation des Jeux, aucun projet architectural n'est fourni. Afin de combler ce manque, certains architectes proposent leur candidature de manière spontanée. En 1984, une douzaine d'architectes exerçant en Savoie décident de s'unir au sein du « groupe Olympe » afin de réfléchir à ce que devrait être l'architecture des Jeux olympiques d'Albertville¹⁸. Ces architectes, voyant une opportunité dans les Jeux, déplorent l'absence de programme architectural et se montrent « soucieux de l'image et de la symbolique que communiquerait l'architecture de ces édifices¹⁹ ». En effet, la possibilité de construire pour un tel événement représente une opportunité remarquable pour des architectes qui n'ont pas encore, pour la majorité d'entre eux, obtenu de projets de grande envergure. C'est pourquoi, dès 1986, les architectes du groupe Olympe publient une brochure proposant leur vision architecturale pour chaque site olympique, associant des visuels et une rapide présentation des projets ; cette brochure est d'ailleurs reprise par le COJO. Cette

démarche, singulière tant du point de vue des objectifs que des moyens déployés pour les atteindre, constitue l'unique proposition architecturale jointe au dossier de candidature. La brochure est l'occasion pour les architectes du groupe de se décrire avec une certaine bonhomie, tout en mettant en avant leurs diverses capacités et en jouant sur leur attachement au territoire local. Cette brochure, telle qu'elle est conçue, combinant des textes descriptifs des projets et des visuels, pourrait s'inscrire dans le tournant narratif de l'aménagement qui connaît un nouvel élan dans les années 1990. Le groupe Olympe synthétise une vision locale d'une architecture sportive destinée à demeurer dans les sites et une image olympique digne d'un *mega-event* ponctuel et nécessitant des réaménagements de grande ampleur²⁰. Avec leur brochure, les membres du groupe espèrent se mettre sur les rangs pour obtenir ces projets prestigieux, comptant probablement sur le fait que « l'union fait la force », leur regroupement leur conférant une plus grande visibilité et crédibilité. En fin de compte, seule une agence du groupe obtiendra un projet et le mènera à bien²¹.

- 11 Après la désignation officielle d'Albertville et de la Savoie comme ville et région organisatrices des Jeux, et en dépit des espoirs et des propositions du groupe Olympe, l'architecture ne devient pas pour autant une préoccupation majeure des organisateurs. Ainsi, parmi les principaux projets menés en Savoie dans l'optique des Jeux olympiques figurent plus des infrastructures²² que des équipements olympiques à proprement parler. On compte parmi les investissements les plus importants les aménagements des réseaux routiers et ferroviaires, avec notamment le prolongement de l'autoroute A43 de Chambéry à Albertville et la construction de viaducs et de tunnels, la création de gares routières, l'électrification des voies ferrées dans la vallée, le prolongement du TGV jusqu'à Bourg-Saint-Maurice et la construction d'une gare à Albertville. On bâtit également un nouvel hôpital de 290 lits à Albertville, on rénove les hôpitaux de Moûtiers et de Bourg-Saint-Maurice²³ et on revoit en totalité le réseau d'assainissement intercommunal d'Albertville. De plus, outre ces infrastructures, la Savoie s'engage dans un vaste projet d'amélioration de l'offre de logements, de l'ordre de 1 700 en Tarentaise. Il est aisé de comprendre que face à ces travaux « pharaoniques », les quelques équipements olympiques font figure de variable d'ajustement.

Des conflits d'intérêts aboutissant à des projets irréalisables

- 12 De nombreux acteurs sont partie prenante pour chaque projet, témoignant du besoin de répondre aux enjeux olympiques et post-olympiques²⁴. Si l'État a intérêt à développer les infrastructures, le COJO est uniquement concerné par la concrétisation de l'événement ; quant aux communes, elles pensent surtout aux avantages qu'elles peuvent retirer de leur participation. De l'association entre COJO et communes naissent des désaccords sur les besoins de chacun, sur les financements ainsi que sur l'esthétique à privilégier. Cette tension entre les différents acteurs impacte l'architecture des projets et brouille les frontières entre maîtrise d'ouvrage publique et privée.
- 13 De manière générale, les projets d'Albertville s'inscrivent dans une période de complexification de la commande publique²⁵. À la suite de la loi sur l'architecture de 1977, qui met l'accent sur la qualité architecturale, la loi MOP de 1985 vient régler les

conditions d'attribution des marchés publics et les responsabilités dans les processus de construction des édifices publics. Elle tend notamment à garantir l'indépendance de la maîtrise d'œuvre privée dans les rapports entre les sphères publiques, semi-publiques et privées. Les Jeux d'Albertville sont un bon exemple pour observer l'interpénétration entre public et privé. À Albertville, la maîtrise d'ouvrage repose, la plupart du temps, sur un dispositif « à trois têtes » associant le COJO, une commune et un partenaire économique, qu'il soit promoteur ou aménageur. Selon Gérard Rios, directeur des équipements du COJO, ces dispositifs et ces montages financiers avec de grands groupes comme la Caisse des dépôts ou le Crédit Lyonnais permettent de proposer des conventions d'exploitation sur trente ans et d'assurer ainsi la pérennité de l'ensemble²⁶. Toutefois, cet objectif de pérennité semble empiéter sur la liberté des architectes, qui se voient contraints de proposer des architectures suffisamment « neutres » pour pouvoir s'intégrer durablement dans leur environnement. L'ensemble des acteurs se retrouve ainsi face à un paradoxe : il faut certes construire pour les Jeux de manière marquante, mais aussi et surtout proposer des projets qui se fondent dans les sites et correspondent aux demandes des communes et des partenaires financiers.

- 14 Pour la construction et l'aménagement du Centre international de radiodiffusion et de télévision de Moûtiers (CIRTV) par exemple, le COJO œuvre de concert avec la mairie de Moûtiers et la Société d'aménagement de la Savoie (SAS). Cette association, somme toute assez simple au départ, se complexifie rapidement du fait de l'entrée en jeu d'acteurs secondaires. Ainsi, la SNCF dispose d'un droit de regard, une passerelle devant enjamber les voies de chemin de fer pour rejoindre le site. De même, le programme post-olympique comprenant des locaux commerciaux, des commerçants se regroupent pour donner leur avis sur ce qu'ils considèrent comme important. Cet exemple n'est pas isolé, et l'on retrouve ce type de réseau complexe à l'échelle de l'ensemble des sites. La diversité des enjeux et des préoccupations se traduit par l'action de nombreux groupes d'intérêt, souvent assez disparates à l'image des hôteliers de Brides-les-Bains qui sont animés par l'espoir que le développement aille au-delà du village olympique et insuffle un nouveau dynamisme à la commune. Ces réseaux d'intérêts, et notamment le partenariat entre les instances décisionnelles locales et les acteurs économiques de la région, font écho au concept de « *growth coalitions*²⁷ ». À Albertville, ce sont plutôt les négociations et les compromis entre les différents acteurs qui priment.
- 15 La difficulté de concilier les ambitions et de trouver un terrain d'entente met d'emblée en péril la plupart des projets. Par exemple, le CIRTV de Moûtiers doit accueillir les studios des chaînes du monde entier sur une surface d'environ 35 000 m², dont 25 000 sont appelés à demeurer après les Jeux²⁸. Après le départ des équipes de télévision, la mairie souhaite réaménager l'espace restant pour y installer une caserne de sapeurs-pompiers, un hôtel-restaurant, un centre commercial, des logements, la Trésorerie générale des services fiscaux de la Ville, une salle de spectacle, une crèche, une bibliothèque, des bureaux, ainsi que des locaux associatifs. Le terrain alloué par la mairie est très exigu et sa situation, à flanc de montagne et séparée du reste de la ville par une voie de chemin de fer, est peu enviable. Qui plus est, il s'agit d'une ancienne friche industrielle sur laquelle se trouve une aciérie désaffectée et qu'il faut dépolluer avant de construire le nouveau centre²⁹. Tous ces paramètres font que le terrain semble singulièrement peu adapté pour recevoir un programme aussi fourni, surtout dans un délai aussi court : moins de trois ans au total entre les premières études et la date de livraison. Pour mener à bien la réalisation du CIRTV, les maîtres d'ouvrage proposent

de sélectionner un architecte conseil en chef d'une Zac créée pour l'occasion. Ce dernier, après avoir mené les premières études, piloterait les réalisations des différents bâtiments dessinés par des architectes sélectionnés *via* des concours de concepteurs. Cet architecte conseil aurait le rôle de veiller au bon déroulement des projets, et serait, en cas de problème ou de retard, tenu responsable. L'un des architectes, Denis Sloan, venu sans projet à la première présentation orale, fait un exposé très critique dans lequel il démontre l'impossibilité de mener à bien le projet en procédant de cette manière et propose des améliorations. Cette attitude critique mais sincère lui vaut d'être sélectionné ; le projet est alors redéfini, le maître d'ouvrage modifie les termes du contrat et le nomme architecte responsable de la construction de la totalité du site. Les difficultés à concilier les ambitions et les programmes ne s'arrêtent pas à la sélection d'un architecte. Denis Sloan critique également fortement l'attitude des membres du COJO, les accusant de souhaiter construire un monument à leur gloire plutôt que d'accepter que le bâtiment soit destiné, à terme, à la ville de Moûtiers. Ses relations avec le programmeur reflètent cette prise de position, comme peut en témoigner ce compte rendu au COJO de Jérôme Dourdin, le programmeur :

[Denis Sloan] a été brutalement saisi de colère sur la notion de différence entre les besoins du promoteur et ceux du COJO, estimant que le COJO n'avait qu'à construire ce qu'il était nécessaire de réaliser en fonction de son projet et non en fonction des possibilités de reconversion. Ce qui aurait dû n'être qu'une discussion est devenu un torrent d'imprécation que ni mes efforts, ni ceux de Madame Lecoin n'ont pu endiguer. Après une demi-heure de résistance vaillante sous ses agressions verbales, pour ne pas dire ses insultes, et devant l'impossibilité du moindre début d'échange, nous avons préféré nous retirer³⁰.

- 16 Denis Sloan trouve un compromis et propose en fin de compte une solution favorisant la qualité des espaces post-olympiques, qui prend la forme d'une combinaison d'éléments en acier pérennes et démontables. Deux types de structure sont prévus : celle qui doit accueillir les studios de télévision devant être démontés après les Jeux est boulonnée et peinte en rouge minium, tandis que les « chalets » en acier devant demeurer à l'issue de l'événement ont une structure rivetée et laquée en blanc. Les studios éphémères occupent toute la surface au sol disponible et englobent les « chalets » pérennes qui doivent être « libérés » dans le courant 1992 pour révéler les espaces publics. Aujourd'hui, il est impossible de voir qu'il s'agit de l'ancien CIRTV olympique. Malgré des débuts très peu prometteurs et un projet de départ irréalizable, Moûtiers est un exemple d'un projet sauvé *in extremis* de l'échec et probablement la réussite la plus marquée des Jeux. Les réflexions et le projet global de Denis Sloan sur la conception du CIRTV et sur l'aménagement du quartier de la Chaudanne expliquent sans doute en grande partie ce succès. En revanche, dans le cas d'Albertville, les résultats ont été bien moins concluants.
- 17 En plus du stade des cérémonies démontable, deux équipements majeurs doivent être construits sur le site du Sauvay à Albertville : l'anneau de patinage de vitesse avec sa tribune et la Halle de Glace. Le projet pour l'anneau est sélectionné de manière « traditionnelle », au moyen d'un concours sur avant-projet sommaire. Il subit un déshabillage entre les deux tours du concours du fait des coupes budgétaires, lequel s'est poursuivi tout au long de la construction, au grand dam des architectes de l'agence Ligne 7 architecture (L7A). Le cas de la Halle de Glace est plus complexe : ce projet est envisagé par les maîtres d'ouvrage comme l'occasion d'expérimenter le concours conception-construction. Il s'agit d'une procédure associant un architecte à une entreprise de construction, cette dernière devant, en théorie, assurer l'entièreté de

la réalisation du projet, des premières études à la livraison. Selon Gérard Rios, directeur des équipements du COJO, les Jeux olympiques d'Albertville sont « un laboratoire de la commande architecturale³¹ ». Le COJO et les communes des sites olympiques choisissent ce type de sélection en réponse aux échecs relatifs des concours de concepteurs sur esquisse ou d'APS au début de la décennie³². En effet, le projet phare de la Halle de Glace apparaît d'emblée comme à haut risque en ce qui concerne les dépassements budgétaires et les délais de construction, ainsi qu'en raison de sa haute valeur symbolique. Alors que les projets de concours sur APS correspondent le plus souvent aux attentes du maître d'ouvrage en termes de qualité architecturale, mais dépassent bien souvent les enveloppes budgétaires et contraignent l'architecte à un « déshabillage » du projet initial, mettant en péril la qualité recherchée à l'origine, les maîtres d'ouvrage cherchent des options plus sûres pour mener à bien leurs projets. Le concours conception-construction apparaît ainsi comme une solution efficace pour s'assurer, dès la conception, que le projet est constructible dans le budget imparti. La Halle de Glace, avec la patinoire olympique de Méribel, constitue l'une des premières grandes « expériences » de maîtrise d'ouvrage faisant appel à ce type de concours³³.

- 18 En juin 1988, le conseil municipal d'Albertville décide donc de retenir le concours conception-construction. Le conseil s'explique ainsi de ce choix :

Le conseil municipal d'Albertville, considérant que la réalisation de cette halle était soumise à des contraintes d'ordre technique (possibilité de reconversion de l'équipement après les Jeux olympiques) et de délais (livraison impérative pour l'automne 1990) dans une enveloppe financière déterminée, a décidé dans sa séance du 15 juin 1988 de choisir la procédure de conception-construction [...] et de constituer le jury³⁴.

- 19 Le concours conception-construction apparaît comme une réponse efficace aux difficultés envisagées, notamment en termes de délais, l'architecte s'accordant avec l'entreprise en charge de la construction dès la constitution du projet. De plus, cette association doit assurer, en théorie du moins, la constructibilité du projet et le respect du budget. Pourtant, ces avantages théoriques ne se révèlent pas évidents dans la pratique.
- 20 En effet, pour l'anneau de vitesse, qui a été soumis au concours de concepteurs sur APS, aucune des cinq équipes ne respecte l'enveloppe de 36 millions de francs (valeur 1989)³⁵. Le maître d'ouvrage décide alors d'organiser un second tour avec les deux meilleurs projets (Novarina-Lovera, L7A)³⁶. En fin de compte, le budget réduit à 30 millions de francs (valeur 1989)³⁷ est respecté par le projet lauréat de l'agence L7A³⁸. Il faut tout de même noter que cette « réussite » est en grande partie due au fait qu'entre les deux tours du concours, le programme de la tribune a été revu à la baisse : les 3 000 places initialement prévues ont été ramenées à 1 800, sans compter des « économies » faites sur le nombre de portes, de sanitaires, de buvettes, etc. Si l'objectif de stabilité budgétaire est relativement respecté avec le concours de concepteurs sur APS du fait de la réduction du programme, il n'en est pas de même pour la Halle de Glace et son concours conception-réalisation.

Les mécanismes de la déréalisation du projet phare : la Halle de Glace

- 21 Pour le concours conception-construction de la Halle de Glace, quatre équipes particulièrement renommées sont retenues pour proposer un projet : Andrault-Parat (ANPAR), Adrien Fainsilber, Jacques Kalisz et Florence Jourda et Gilles Perraudin associés à Norman Foster. D'autres agences, à l'image de celles de Roger Taillibert, Maurice Novarina et Denis Sloan ont été évincées par un jury dont la composition n'est pas connue, mais dont la décision a été entérinée par le conseil municipal d'Albertville³⁹. Les quatre projets des candidats retenus présentent une dimension technologique manifeste, tous jouant sur des caractéristiques spectaculaires. (fig. 2) L'agence ANPAR et celle de Jacques Kalisz proposent d'impressionnantes et imposantes exostructures en treillis d'acier, Adrien Fainsilber et Peter Rice développent une sculpturale structure interne en acier apparente similaire à une « roue de bicyclette », et Jourda-Perraudin-Foster équipent leur architecture d'éléments mécaniques permettant de faire « vivre » la coque du bâtiment. En dépit des espoirs portés sur le concours, chacun de ces quatre projets nécessite des études plus avancées avant de lancer la construction, conséquence d'une absence quasi-totale d'échanges entre les architectes et les ensembliers. On le constate d'emblée, l'objectif du concours conception-construction a été déjà mis à mal avant la sélection des projets. En croisant les sources, on comprend que les architectes ne sont pas convaincus par le processus. Par exemple, Adrien Fainsilber déplore le manque de communication au sein de son équipe et ce n'est que devant le jury qu'il se rend compte que l'entreprise (GFC-Bouygues) a proposé une autre solution sans le consulter⁴⁰. Il regrette de ne pas avoir rencontré les membres de l'entreprise avant l'oral du jury. Le projet lauréat de Jacques Kalisz, considéré comme admirable, n'est pourtant pas suffisamment détaillé du point de vue de la structure. Cet aspect du projet, en théorie travaillé au sein de l'équipe, entraîne des délais importants et la nécessité de modifications pour permettre la construction⁴¹. Finalement, ni les architectes, ni les entreprises ne trouvent leur compte dans ce nouveau concours : l'Entreprise Industrielle (EI), associée à l'équipe Jourda-Perraudin-Foster, se plaint à Robert Bonnet, chargé de mission auprès de la Délégation interministérielle pour les Jeux olympiques (DIJO), de ce que leur projet n'a pas été retenu. Bonnet note dans son compte rendu que « le jury ayant délibéré – “on” lui [le directeur de l'EI] aurait demandé de prévoir une sous-traitance de certains travaux à des entreprises locales et il s'y serait refusé ce qui, d'après lui, a provoqué un choix différent du Jury. Ce n'est pas prouvé⁴² ».

Figure 2. Vue de la Halle de Glace de Jacques Kalisz, 1992

ORTO 92 Guide du radio diffuseur, 1992, p. 59, AN 19950153/6

- 22 Ces anecdotes permettent de percevoir le « malaise » qui règne autour de ce concours. Certains architectes ne jouent pas le jeu de la collaboration avec les entreprises, lesquelles ne proposent pas systématiquement de plans immédiatement constructibles. D'autres acteurs, à l'image du directeur de l'EI, accusent à demi-mot le jury et le maître d'ouvrage de privilégier les entreprises locales, sous peine de non-sélection. Un scandale éclate d'ailleurs à propos du prix du béton, ce dernier ayant fortement augmenté au début de la préparation pour les Jeux. Jean-Albert Corrand, directeur du COJO et PDG d'une société de transports et de matériaux à Chambéry (SATM), est accusé d'être à l'origine de cette hausse, son entreprise fournissant une grande partie du béton servant à construire les bâtiments olympiques ; il dément cette implication⁴³.
- 23 Le projet retenu, celui de Jacques Kalisz, consiste en une « boîte » blanche de verre et d'acier suspendue à une exostructure en treillis d'acier bleue reposant sur huit points d'appui. Si l'apparence générale est conservée, les matériaux sont progressivement appauvris du fait d'une réduction progressive de l'enveloppe budgétaire de 130 millions de francs (valeur 1989) à 78 millions de francs (valeur 1991)⁴⁴. Le maître d'ouvrage parle d'« optimisation », un terme volontairement positif pour une expérience pourtant perçue comme négative. Cette mesure de réduction est d'autant plus drastique que ce projet – le second plus onéreux des quatre projets soumis⁴⁵ – dépasse le budget initial du concours. Les changements principaux tiennent notamment au bardage, les bacs en aluminium laqués blanc sont remplacés par des bacs acier, et surtout à la verrière de la façade principale, qui se voit, selon les termes employés, « traitée comme une véranda ». La Halle de Glace achevée ne dispose même pas d'une véranda, mais de quelques portes battantes vitrées enchâssées dans des tôles bleues, devant sans doute évoquer la verrière disparue⁴⁶. Quant à l'isolation, elle est aussi revue à la baisse, tout comme les équipements audiovisuels⁴⁷.
- 24 Jacques Kalisz se bat pour éviter que son projet ne soit progressivement démantelé du fait des coupes budgétaires successives. Il fait appel au COJO en écrivant successivement à Jean-Claude Killy, Jean-Albert Corrand, directeur du COJO, et à Robert Bonnet, délégué de la DIJO. Ce dernier rend ainsi compte de la situation à Jean Glavany, chargé de mission pour les Jeux olympiques auprès du Premier ministre : « Une petite partie de "bras de fer" se joue actuellement entre l'architecte du projet Kalisz et le COJO. En effet, celui-ci l'a obligé à un "déshabillage" de son projet assez important. La

façade d'entrée – initialement très vitrée – s'est très rétrécie et l'architecte se rebiffe⁴⁸. » Plusieurs lettres attestent de cette « rebiffade » de Jacques Kalisz, chaque nouveau courrier revêtant un caractère plus tragique que le précédent. Comme le déplore en effet Jacques Kalisz : « Ces économies ont singulièrement appauvri le projet. Je viens solliciter votre intervention pour que, par-delà les économies nécessaires, un effort soit entrepris afin de sauvegarder l'essentiel de l'apparence du projet que nous avons présenté au concours et dont la photo est diffusée par la Mission interministérielle aux Jeux olympiques d'Hiver⁴⁹. » N'ayant pas obtenu satisfaction, Jacques Kalisz relance le COJO en faisant valoir les enjeux nationaux qui découlent du respect du parti architectural : « Je sollicitais une intervention de votre part, pour que par-delà les économies nécessaires qui ont été faites, un effort soit entrepris afin de sauvegarder l'essentiel de l'Apparence du Projet que vous avez retenu au Concours. Une certaine IMAGE DE NOTRE PAYS. [...] Je compte sur votre autorité pour qu'elles aboutissent et que l'IMAGE du Projet soit respectée⁵⁰. » Jean- Albert Corrand, tout en se voulant rassurant, laisse entendre que les intérêts financiers prévaudront sur le parti architectural⁵¹. De fait, le bâtiment construit a considérablement été appauvri du fait de la diminution de 60 % du budget initial.

- 25 Les relations entre le COJO et les architectes s'enveniment avec le projet de l'anneau de vitesse. Serge Constantinoff, l'un des deux architectes avec Bernard Ritaly de l'agence lauréate L7A, se rappelle avec un certain plaisir avoir mené avec l'aide de plusieurs entreprises une guérilla contre le COJO⁵². Robert Bonnet rend compte, là encore, à la DIJO de ces tensions : « Il y a une ambiance "orangeuse" sur le chantier, [...] les architectes [sont] en "porte à faux"⁵³. » La question des honoraires des architectes et du paiement des entreprises constitue la récrimination principale pour les deux parties. Jean-Albert Corrand écrit à ce propos : « J'ai été surpris : incontestablement on a dérivé même si les explications ne manquent pas – elles ne manquent jamais d'ailleurs. J'ai été irrité autant par le ton de la lettre de Constantinoff que par la relation qu'il me donne des entretiens passés⁵⁴. » Les relations entre Serge Constantinoff et Jean-Albert Corrand, qu'il surnomme « Jack la Menace »⁵⁵, sont notoirement mauvaises et l'abondante correspondance entre l'architecte et le COJO en témoigne. On peut ainsi évoquer la lettre dans laquelle Serge Constantinoff reproche au COJO de programmer et de supprimer des réunions du jour au lendemain : « De grâce, tenez compte des conséquences de vos demandes et évitez de gronder les gens auprès de qui vous auriez à vous excuser⁵⁶. » La lettre envoyée le 19 décembre 1990, alors que le gros œuvre de la tribune vient d'être réceptionné, marque le point d'orgue de la dispute, Serge Constantinoff accusant le COJO de saboter le projet :

Ce pari, pour nous, pour vous, pour notre pays, nous sommes à deux doigts de l'atteindre. Et patatras... que se passe-t-il ? De quoi nous accuse-t-on ? Où veut-on en arriver ?

Lettres, mises en cause, interventions extérieures nous tombent sur le dos ! Se pourrait-il que quelqu'un au COJO ait intérêt à ce que le pari ne soit pas tenu ?

L'amertume que j'éprouve ce jour est indicible ; et l'ensemble de l'équipe (Associé, BET, Ingénieurs, Collaborateurs, Entrepreneurs...), aussi.

J'en appelle solennellement à votre arbitrage dans l'intérêt commun, afin d'éviter que cette opération ne rejoigne les schémas trop connus (procès, médiatisation, scandales, etc.)⁵⁷.

- 26 Une dernière difficulté vient s'ajouter pour le projet de la Halle de Glace : celle de la conversion post-olympique. Une patinoire de 9 000 places pour une ville comptant moins de 20 000 habitants est totalement surdimensionnée, et la question de sa

conversion se pose dès le départ. Les difficultés rencontrées pour parvenir à une solution sont soulignées dans le rapport de la commission technique préalable à la sélection du concours : « La réutilisation de ces grands espaces se fait difficilement de façon rationnelle et engendre des volumes délaissés⁵⁸. » Tous les projets de la Halle de Glace sont critiqués, en particulier ceux de Jourda-Perraudin-Foster et d'Adrien Fainsilber, auxquels on reproche « un grand vide, meublé difficilement par des structures textiles tendues censées en partager l'immensité⁵⁹ » et l'unité du volume qui rendrait malaisée la séparation entre les différentes activités, le volume vidé pouvant alors paraître surdimensionné⁶⁰. Ces problèmes sont inévitables du fait de la nécessité de servir à la fois les intérêts olympiques et ceux de la ville. L'imprécision du programme, bien que permettant aux architectes de s'exprimer plus librement, ouvre la porte à l'indifférenciation des espaces. Cette dernière engendre à son tour la nécessité de concevoir une boîte vide pour répondre à ce flottement, ce qui ne permet pas de proposer des espaces clairement définis et à même d'exprimer une réelle qualité architecturale. Les membres de la commission technique reprochent ainsi à Jourda-Perraudin-Foster et Adrien Fainsilber de ne pas suffisamment fractionner l'espace, ce qui nuirait à l'organisation d'événements simultanés, mais en même temps ils critiquent les murs intérieurs de 11 mètres de haut proposés par Michel Andrault et Pierre Parat qui, selon eux, créent une atmosphère « austère⁶¹ ».

- 27 Les maîtres d'ouvrage s'interrogent d'emblée sur leur expérience. Ainsi, alors même que le chantier de la tribune de l'anneau de vitesse vient de débiter et que le chantier de la Halle de Glace est encore en cours, Gérard Rios, directeur des équipements du COJO, tire en juin 1990 des conclusions positives de l'expérience de maîtrise d'ouvrage autour des Jeux olympiques. Si les nouveaux concours conception-construction séduisent les maîtres d'ouvrage, l'Ordre des architectes s'y oppose dès leur introduction, de crainte que ces derniers ne soient dépossédés de plusieurs de leurs « fonctions⁶² ». En effet, en étant associés à des entreprises, les architectes redoutent de ne plus pouvoir exercer librement leur fonction de conseiller auprès du maître d'ouvrage quant au choix des entrepreneurs et au suivi des travaux. De plus, la programmation, tâche qui incombe en partie aux architectes, devient, avec l'avènement de l'aide à la maîtrise d'ouvrage, un nouveau domaine pris en charge par d'autres acteurs. Enfin, un dernier point d'achoppement émerge : les architectes pesant peu de poids auprès des grandes entreprises présentes dans ce type de concours, certains considèrent que leur rôle créatif est de ce fait bridé. À la Halle de Glace par exemple, les concours conception-construction ne résolvent pas les problèmes liés aux concours traditionnels. Au contraire, ils repoussent même certaines des décisions dans le privé de l'association avec l'entreprise. C'est en ce sens que l'on peut parler d'une crise de confiance : les architectes se sentent dépossédés et dépassés, et c'est bien ce que Jean-Pierre Cousin évoque dans son état des lieux des concours conception-construction : « Elle [la procédure] déstabilise psychologiquement les architectes⁶³. »

Conclusion

- 28 L'exemple des Jeux d'hiver d'Albertville 1992 est un cas d'étude intéressant : il s'agit d'une occasion unique et prometteuse d'un point de vue architectural qui se solde par un déraillement progressif qui aboutit à un oubli des architectures olympiques. Si l'événement sportif s'est soldé par un succès, un constat différent prévaut pour

l'événement « architectural », chaque projet ayant connu une certaine indifférence, une série de contretemps, de difficultés, d'impossibilités et dans certains cas, des décisions contestables. On peut en grande partie attribuer ces échecs à un manque de considération pour l'architecture au début même de la candidature, à la nécessité de concilier des objectifs trop divergents entre olympique et post-olympique, ainsi qu'à un manque d'expertise, en particulier dans la constitution des jurys des concours composés, pour la plupart des projets, par une majorité d'élus locaux et de membres du COJO. Les décisions des jurys, plus motivées par la crainte du dépassement budgétaire et par les atouts touristiques des projets que par leur qualité, ont contribué à leur déréalisation.

- 29 En dépit des opportunités générées par l'événement olympique, l'architecture n'a pas été au centre des préoccupations. Si le maître d'ouvrage était dès l'origine tout de même attaché à faire émerger une image marquante et unifiée du territoire et de la France au travers de l'architecture, la manière dont sont organisés les sites ainsi que les consultations a rendu difficile une telle ambition. Des divergences d'intérêts et des conflits se sont fait jour, aboutissant à une image hétérogène, éloignée des idéaux de départ. La crise de confiance qui en a découlé a placé les architectes dans une position difficile marquée par une perte d'empire sur leur propre pratique et l'obligation de faire face aux demandes contradictoires du COJO et des communes. Ils ont été partagés entre l'ambition de créer une œuvre mémorable et la nécessité de remplir un cahier des charges parfois déraisonnable, le tout assorti d'exigences en termes d'expression architecturale plus ou moins définies. Aujourd'hui, les traces ont largement disparu. Seul le musée des Jeux, réinstallé en 2019 au sein de la récente extension de la Halle de Glace, tente de faire vivre cette mémoire olympique. L'architecture n'y joue pas un grand rôle, tous les architectes ne sont pas évoqués, les projets de concours sont absents et seule la maquette de la Halle de Glace de Jacques Kalisz subsiste.

BIBLIOGRAPHIE

Marie Beauvalet-Boutouyrie, *Construire l'idéal olympique. Les Jeux olympiques d'hiver d'Albertville (1992)*, mémoire de master 2 recherche en histoire de l'architecture, sous la direction d'Éléonore Marantz, université Paris I Panthéon Sorbonne, 2019.

Marie Beauvalet-Boutouyrie, « Concevoir pour aujourd'hui et demain : les équipements olympiques d'Albertville pour les Jeux d'hiver de 1992 », colloque international *Architecture évolutive, réversible : formes et dispositifs*, 6-7 février 2020, École nationale supérieure d'architecture de Bretagne, laboratoire GRIEF, article à paraître.

Peter Blake, « Walt Disney World – no mere amusement park », *Architectural Forum*, juin 1972, p. 32

Olivier Cogne (éd.), *Grenoble 1968 : les Jeux olympiques qui ont changé l'Isère*, Grenoble, Éditions Glénat, 2018.

Patrick Cheruette, « Voûte métallo-acoustique complexe », *Les Cahiers techniques du bâtiment*, n° 124, mars 1991, p. 38.

Jean-Pierre Cousin, « Maîtrise d'ouvrage. Les concours conception réalisation », *Le Moniteur Architecture AMC*, n° 12, juin 1990, pp. 22-24.

Federico Ferrari, « Bâtir la postmodernité », dans Federico Ferrari (dir.), *La fabrique des images : l'architecture à l'ère postmoderne*, Gollion, Infolio éditions, 2017, pp. 7-21.

Éric Lengereau, *Architecture, urbanisme et pratiques de l'État : 1960-2010*, Paris, Documentation française, 2017.

Antoine Picon, « L'industrialisation du bâtiment : un projet technique et politique », dans Franz Graf et Yvan Delemontey (éd.), *Architecture industrialisée et préfabriquée : connaissance et sauvegarde. Compte rendu de journées d'études*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2011.

Valerie Viehoff et Gavin Poynter (dir.), *Mega-event cities : urban legacies of global sports events*, Burlington, Ashgate, 2015.

Andrew Zimbalist (ed.), *Rio 2016 : Olympic Myths, Hard Realities*, Washington, Brookings Institution Press, 2017.

Articles de presse

Michel Delberghe, « Les filières grises du béton olympique », *Le Monde Rhône-Alpes*, 24 mai 1989.

Franck Ramella, « Serments postolympiques », *L'Équipe*, 2 septembre 2012, p. 12.

Agnès Villette, « Jeux olympiques : La malédiction des "éléphants blancs" », *We Demain, une revue pour changer d'époque*, [en ligne] https://www.wedemain.fr/Jeux-olympiques-La-malediction-des-elephants-blancs_a422.html, consulté le 5/10/2018.

Sources

Les sources se situent principalement aux archives départementales de la Savoie. Quelques documents sont aussi disponibles aux Archives nationales, ainsi qu'au Centre d'archives d'architecture du XX^e siècle. J'ai également mené des entretiens avec plusieurs architectes en charge des projets.

Archives départementales de la Savoie : fonds 114 F (1-293) : Comité d'organisation des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville et de la Savoie 1992, sous-fonds de la Direction Générale (1-293)

Archives nationales : 19950153 : Délégation interministérielle aux Jeux olympiques d'hiver de 1992 (1984-1993)

Centre d'archives d'architecture du XX^e siècle : fonds Jacques Kalisz (376IFA), Adrien Fainsilber (401IFA) et ANPAR (256AA).

Entretiens menés avec Philippe Barbeyer, Rémy Butler, Serge Constantinoff, Adrien Fainsilber, Jean-Jacques Morisseau, Denis Sloan et Daniel Vibert.

NOTES

1. Le CIO retient Albertville comme ville olympique le 17 octobre 1986. La même année, les Jeux olympiques d'été se tiennent à Barcelone, en Espagne.

2. Olivier Cogne (éd.), *Grenoble 1968 : les jeux olympiques qui ont changé l'Isère*, Grenoble, Éditions Glénat, 2018 ; Agnès Villette, « Jeux olympiques : La malédiction des "éléphants blancs" », *We*

Demain, une revue pour changer d'époque, [en ligne] https://www.wedemain.fr/Jeux-olympiques-La-malediction-des-elephants-blancs_a422.html, consulté le 5/10/2018.

3. Les règlements de concours traduisent les attentes des organisateurs et mettent en avant ces grands concepts généraux qui ne reflètent pas forcément les attentes architecturales, à l'image du règlement du concours de l'anneau de vitesse. Voir AD73 114F3496 : Règlement du concours sur APS pour l'anneau de vitesse, contrainte urbanistique et architecturale, juillet 1989.

4. Comme nous le verrons, les exemples de Serge Constantinoff et de Jacques Kalisz sont particulièrement éclairants à ce sujet.

5. Sur le thème des *mega-events* sportifs et de l'urbanisme, voir Valérie Viehoff et Gavin Poynter (dir.), *Mega-event cities: urban legacies of global sports events*, Burlington, Ashgate, 2015.

6. On ne peut pas véritablement appliquer à l'exemple des Jeux d'Albertville les méthodes d'analyse sur le tournant narratif de l'aménagement, même si la brochure du groupe Olympe peut être analysée dans cette optique : Raphaël Baroni, « L'empire de la narratologie, ses défis et ses faiblesses », *Questions de communication*, n° 30, 2016, pp. 219-238 ; Yankel Fijalkow (dir.), *Dire la ville c'est faire la ville. La performativité des discours sur l'espace urbain*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2017.

7. Marie Beauvalet-Boutouyrie, *Construire l'idéal olympique. Les Jeux olympiques d'hiver d'Albertville (1992)*, mémoire de Master 2 recherche en histoire de l'architecture, sous la direction d'Éléonore Marantz, université Paris I Panthéon Sorbonne, 2019.

8. Franck Ramella, « Serments postolympiques », *L'Équipe*, 2 septembre 2012, p. 12.

9. *Ibid.*

10. Le contre-exemple le plus marquant est certainement celui des Jeux de Rio (2016), pour lesquels la plupart des réalisations architecturales n'étaient pas achevées au moment des Jeux : Andrew Zimbalist (ed.), *Rio 2016 : Olympic Myths, Hard Realities*, Washington, Brookings Institution Press, 2017.

11. Peter Blake, « Walt Disney World – no mere amusement park », *Architectural Forum*, juin 1972, p. 32.

12. Antoine Picon, « L'industrialisation du bâtiment : un projet technique et politique », dans Franz Graf et Yvan Delemontey (éd.), *Architecture industrialisée et préfabriquée : connaissance et sauvegarde. Compte rendu de journées d'études*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2011.

13. Archives Nationales (AN) 19950153/7 : Rapport du groupe de travail Jeux olympiques, juillet 1983, p. 28.

14. *Ibid.*, p. 31.

15. AN 19900043/5 : Protocoles d'accords relatifs aux travaux d'aménagements de la route nationale 90 En Tarentaise (2^e programme 1986-1991) ; comptes rendus de réunions interministérielles, décembre 1986-novembre 1987.

16. AN 19950153/1 : Note de Robert Bonnet pour Jean Glavany à propos de « L'État, premier partenaire des Jeux », 8 octobre 1990.

17. Comité international olympique, *Charte olympique*, 1908.

18. Témoignage de Daniel Vibert, architecte. Chambéry, 29 octobre 2018 et de Philippe Barbeyer, architecte. Chambéry, 30 octobre 2018. Les entretiens ont été menés en tenant compte des travaux d'historiens et de sociologues spécialistes de l'histoire orale : « Les archives orales dans l'histoire de l'architecture », *Colonnes*, n° 20, décembre 2002 ; Alain Blanchet et Anne Gotman, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Paris, A. Colin, 2005 ; Florence Descamps (éd.), *Les sources orales et l'histoire : récits de vie, entretiens, témoignages oraux*, Rosny-sous-Bois, Bréal, 2006.

19. Archives de l'agence Chambre-Vibert, « Brochure de présentation du groupe Olympe », 1986, p. 3.

20. Yankel Fijalkow (dir.), *Dire la ville c'est faire la ville*, op. cit.

21. L'agence Chambre-Vibert et André Zanassi a remporté le concours pour la patinoire de hockey de Méribel. L'agence Barbeyer-Dupuis a aussi remporté un projet pour les tremplins de saut à ski de Courchevel, mais en fin de compte, c'est l'agence Paul Andreu-ADP qui les construira.
22. AN 19950153/1 : Note de Robert Bonnet sur l'état d'avancement des équipements « d'accompagnement » des Jeux olympiques, 14 février 1990.
23. AN 19950153/6 : « Les hôpitaux en Tarentaise », novembre 1991.
24. Marie Beauvalet-Boutouyrie, « Concevoir pour aujourd'hui et demain : les équipements olympiques d'Albertville pour les Jeux d'hiver de 1992 », colloque international *Architecture évolutive, réversible : formes et dispositifs*, 6-7 février 2020, École nationale supérieure d'architecture de Bretagne, laboratoire GRIEF, article à paraître.
25. Federico Ferrari, « Bâtir la postmodernité », dans Federico Ferrari (dir.), *La fabrique des images : l'architecture à l'ère postmoderne*, Gollion, Infolio éditions, 2017, pp. 7-21 ; Éric Lengereau, *Architecture, urbanisme et pratiques de l'État : 1960-2010*, Paris, Documentation française, 2017.
26. Jean-Pierre Cousin, « Maîtrise d'ouvrage. Les concours conception réalisation », *Le Moniteur Architecture AMC*, n° 12, juin 1990, pp. 22-24.
27. John R. Logan et Harvey Molotch, *Urban fortunes : the political economy of place*, Berkeley, University of California Press, 2010 [1987] ; Nicolas Raimbault, « Le développement logistique des grandes périphéries métropolitaines : régimes (péri)urbains et privatisation silencieuse de la production des espaces logistiques », *Métropoles* [En ligne], n° 21, 2017.
28. Archives départementales de la Savoie (AD73) 114F791 : Note accompagnant l'appel à candidature pour la ZAC de Moûtiers, 1987.
29. AD73 114F791 : Note accompagnant l'appel à candidature pour la ZAC de Moûtiers, 1987.
30. AD73 114F83 : Lettre de Jérôme Dourdin (programmateur) au COJO à propos du CIRTV, 18 novembre 1988.
31. Gérard Rios, cité dans Jean-Pierre Cousin, « Maîtrise d'ouvrage. Les concours conception réalisation », *op. cit.*, p. 23.
32. *Ibid.*
33. *Ibid.*
34. AD73 114F3464 : Rapport de la commission technique des offres. Halle de Glace, t I, janvier 1989, p. 8.
35. Cela équivaut environ à 8,70 millions d'euros valeur 2018.
36. AD73 114F210 DIR : Note de Jean-Albert Corrand au comité directeur du COJO, 9 août 1989 ; Éléments d'analyse des cinq projets, 9 août 1989.
37. Cela équivaut environ à 7,30 millions d'euros.
38. AD73 114F210 DIR : Lettre de Gérard Rios à Serge Constantinoff, 3 février 1990.
39. AD73 114F3463 : Note sur le planning du concours de la Halle de Glace, 9 septembre 1988.
40. Témoignage d'Adrien Fainsilber, architecte, Paris, 24 octobre 2018.
41. Témoignage de Rémy Butler, architecte, Paris, 19 octobre 2018.
42. AN 19950153/8 : Note de Robert Bonnet sur le projet de Halle de Glace d'Albertville, 21 février 1989.
43. Michel Delberghe, « Les filières grises du béton olympique », *Le Monde Rhône-Alpes*, 24 mai 1989.
44. Cela équivaut environ à un passage de 31,20 millions d'euros à 18 millions d'euros valeur 2018. Voir note liminaire. Patrick Cheruette, « Voûte métallo-acoustique complexe », *Les Cahiers techniques du bâtiment*, n° 124, mars 1991, p. 38.
45. Les projets étaient estimés à environ : 147 millions de francs pour ANPAR (35,50 millions d'euros), 138,80 millions de francs pour celui de Jacques Kalisz (33,30 millions d'euros), 113 millions de francs pour Jourda-Perraudin-Foster (27 millions d'euros) et 99 MF pour Adrien

Fainsilber (24 millions d'euros), valeur 2018. AD73 114F3464 : *Rapport de la commission technique des offres. Halle de Glace, t. II*, janvier 1989, p. 179.

46. Aujourd'hui, cette partie a disparu du fait de la modification de la Halle par l'agence BVL architecture (2013-2017).

47. AD73 114F604 : Cahier des clauses techniques particulières, 27 février 1989.

48. AN 19950153/8 : Note de Robert Bonnet à Jean Glavany à propos de la Halle de Glace, 3 mars 1989.

49. AD73 114F210 DIR : Lettre de Jacques Kalisz à Messieurs Killy et Barnier, 30 juin 1989.

50. AD73 114F210 DIR : Lettre de Jacques Kalisz à Jean-Albert Corrand, 7 août 1989. La casse originale a été respectée.

51. AD73 114F210 DIR : Lettre de Jean-Albert Corrand à Jacques Kalisz, 16 août 1989.

52. Témoignage de Serge Constantinoff, architecte, Paris, 22 octobre 2018.

53. AN 19950153/1 : Note de Robert Bonnet à Jean Glavany à propos des chantiers d'Albertville, 1er août 1990.

54. AD73 114F210 DIR : Note de Jean-Albert Corrand à la direction des équipements du COJO à propos de l'anneau de vitesse, 21 décembre 1990.

55. Témoignage de Serge Constantinoff, architecte, Paris, 22 octobre 2018.

56. AD73 114F210 DIR : Lettre de Serge Constantinoff au COJO à propos des relations maître d'ouvrage/architecte/entreprises, 31 mars 1990.

57. AD73 114F210 DIR : Lettre de Serge Constantinoff à Jean-Albert Corrand, 19 décembre 1990.

58. AD73 114F3464 : Rapport de la commission technique, février 1989, p. 28.

59. *Ibid.*, p. 29.

60. *Ibid.*, p. 32.

61. *Ibid.*, p. 89.

62. Gilbert Sananes, cité dans Jean-Pierre Cousin, « Maîtrise d'ouvrage. Les concours conception-réalisation », *op. cit.*, p. 23.

63. *Ibid.*, p. 24.

RÉSUMÉS

Les architectures olympiques, du fait de leur complexité, constituent un cas d'étude intéressant pour étudier les échecs et les déréalizations de projets. C'est le cas à Albertville 1992 où les enjeux politiques, économiques et territoriaux l'ont emporté sur l'architecture. Bien que cet événement ait représenté une réelle occasion de produire des architectures marquantes et de qualité, cette opportunité semble avoir été « négligée » dès la candidature. Que ce soit par un manque de considération ou par des décisions contestables de la part de la maîtrise d'ouvrage (comité d'organisation des Jeux et communes) sur les sites des épreuves, les projets ont été malmenés pour aboutir à des architectures olympiques parfois mutilées et souvent oubliées. L'exemple du projet central que constitue la Halle de Glace d'Albertville est à ce titre le plus évocateur.

Olympic architectures, because of their complexity, constitute a privileged case study for project failures and unrealizations. At the 1992 Albertville Olympic Games, political, economic, and territorial issues took precedence over architectural matters. Although this event was a real opportunity to create striking and well-designed architecture, this possibility seems to have been « neglected » since the original Olympic bid. It seems as though some of the projects have been

mishandled, resulting in sometimes mangled and often forgotten Olympic architectures. The role of the organizing committee of the Games as well as that of the municipalities hosting the event is to be examined. It remains to be seen whether a lack of initial consideration of architecture or through questionable decisions on the part of the project management are to be « blamed ». The example of the *pièce de résistance* that is the Albertville's Halle de Glace is, for this reason, the most telling and worthy of investigation.

INDEX

Mots-clés : Olympisme, architecture publique, Équipements sportifs, Concours, Mega-event

Keywords : Olympism, public architecture, sports facilities, architecture design competition, Mega-event

AUTEUR

MARIE BEAUVALET-BOUTOUYRIE

Doctorante à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne en histoire de l'architecture, Marie Beauvalet-Boutouyrie, après avoir consacré en 2019 un mémoire de master 2, préparé sous la direction de Éléonore Marantz, à l'architecture des Jeux olympiques d'Albertville 1992, s'intéresse maintenant à l'architecture à l'ère de la conquête spatiale. Elle prépare une thèse à l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne sous la direction du Jean-Philippe Garric. Elle a également publié plusieurs articles sur l'hôpital Robert-Debré de Pierre Riboulet, articles tirés de son master 1.